



Nouvelles du terrorisme et du conflit israélo-palestinien

8-14 novembre 2017

Aperçu général

- ▶ En réponse aux menaces du Jihad Islamique Palestinien de se venger de l'explosion du tunnel terroriste et de la mort de ses membres, le général Yoav Mordechaï, le coordinateur des activités du gouvernement dans les territoires, a averti que si l'organisation attaquait Israël, Israël réagirait avec intensité et détermination. Sa déclaration visait non seulement le JIP mais également le Hamas.
- ▶ Le JIP a riposté en soulignant son droit à réagir à toute "agression" et en précisant que les menaces d'Israël sont une "déclaration de guerre". Le Hamas a déclaré que les propos du coordinateur témoignent de la panique et de la confusion d'Israël face à une réponse de la "résistance", mais, contrairement au JIP, n'a pas proféré de menaces directes contre Israël.
- ▶ Le transfert d'autorité dans la bande de Gaza se déroule conformément à l'accord de réconciliation Fatah-Hamas. Cependant, dans l'intervalle, des **questions fondamentales ont été soulevées, compliquant l'avancée du processus et causant des tensions et des désaccords**. Le principal désaccord porte sur le **désarmement du Hamas et le contrôle effectif des forces de sécurité par l'Autorité Palestinienne (AP)**. Alors que les hauts responsables de l'AP demandent "une seule autorité et une seule arme", le Hamas refuse absolument de désarmer ou de transférer le contrôle de ses forces de sécurité à l'AP.

Manifestations, affrontements et émeutes

- ▶ Les tirs de pierres et de cocktails Molotov se poursuivent. Les forces de sécurité israéliennes ont effectué des activités antiterroristes en Judée-Samarie, arrêtant des Palestiniens soupçonnés d'activités terroristes. Ci-après les principaux incidents:
 - ◆ **Le 13 novembre 2017** - Des pierres ont été lancées sur un véhicule israélien près de **Deir Nadham, au Nord-Ouest de Ramallah**. Il n'y a pas eu de victimes ; le véhicule a été endommagé (Page Facebook Red Alert, 13 novembre 2017).



Véhicule israélien endommagé par une pierre lancée près du village de Deir Nadham, au Nord-Ouest de Ramallah (Page Facebook Shehab, 13 novembre 2017)

- ◆ **Le 11 novembre 2017** - Un cocktail Molotov a été lancé sur l'enceinte du **Tombeau de Rachel à Bethléem**. Il n'y a pas eu de victimes. Des dommages ont été signalés (Page Facebook Red Alert, 11 novembre 2017).
- ◆ **Le 10 novembre 2017** - Une force de Tsahal a arrêté des Palestiniens qui tentaient de pénétrer dans la localité de **Neveh Daniel de Gush Etzion** (Page Facebook Red Alert, 10 novembre 2017).
- ◆ **Le 10 novembre 2017** - Des roches et des pierres ont été lancées sur un détachement de Tsahal à l'entrée du village de **Beit Furiq, à l'Est de Naplouse** (Page Facebook Beit Furiq Online, 10 novembre 2017).



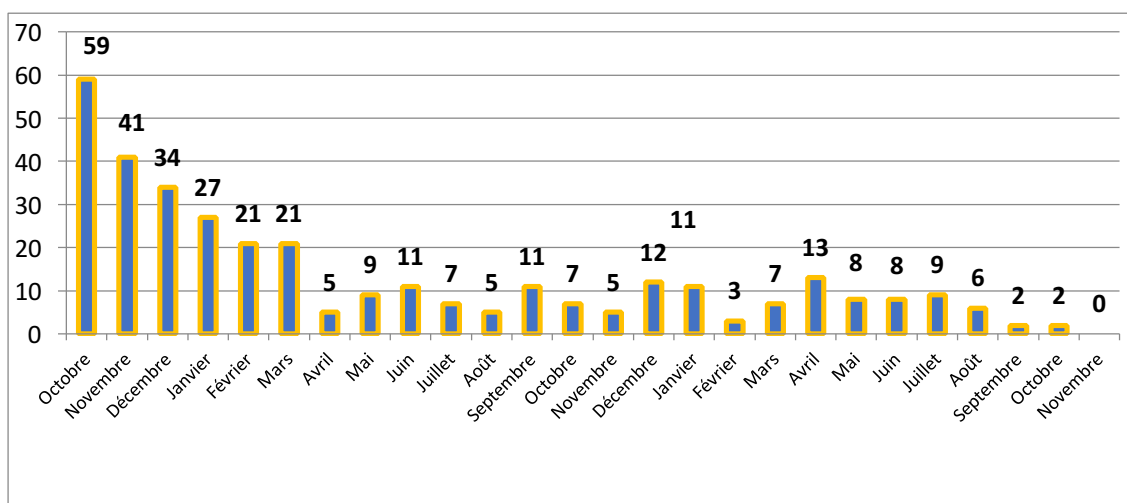
Attaque d'une jeep de Tsahal par des pierres à Beit Furiq, à l'Est de Naplouse (Page Facebook Beit Furiq Online, 10 novembre 2017)

◆ **Le 9 novembre 2017** - Les forces de sécurité israéliennes ont arrêté un Palestinien qui s'apprêtait à effectuer une attaque terroriste près de Kokhav Ya'ir (région de Benyamin). Deux couteaux et un Coran ont été trouvés dans son sac à dos (Page Facebook Red Alert, 9 novembre 2017).



Couteaux et Coran trouvés dans le sac à dos du Palestinien qui a été détenu (Ma'an, 9 novembre 2017)

Principaux attentats de l'année écoulée¹



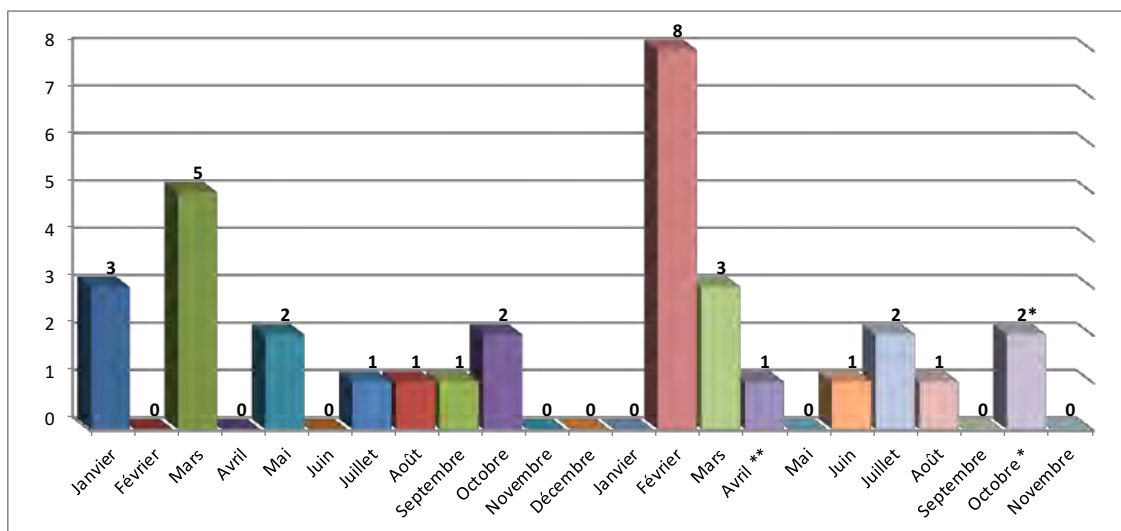
¹ Les principales attaques consistent en des fusillades, des attaques à l'arme blanche, à la voiture bélier et la pose d'engins piégés et ne comprennent pas les tirs de pierres et de cocktails Molotov.

Le Sud d'Israël

Tirs de roquettes sur Israël

► Au cours de la semaine, aucune roquette n'a été tirée en territoire israélien.

Répartition mensuelle des tirs de roquettes

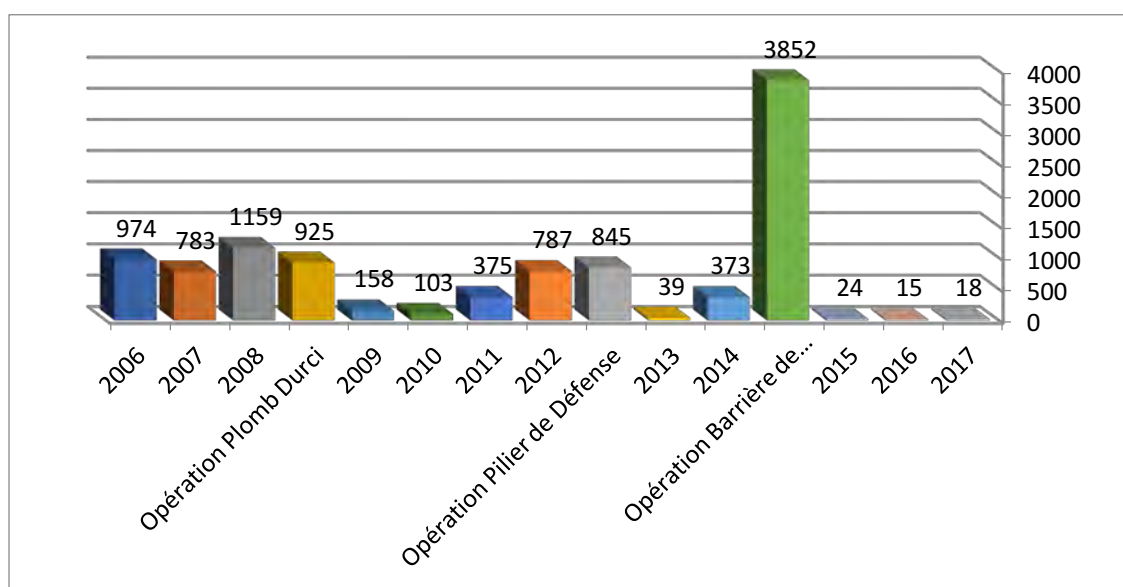


Six des roquettes tirées en Février ont été tirées depuis la Péninsule du Sinaï sur Eilat, apparemment par des membres de la Province du Sinaï de l'Etat islamique.

Au mois d'Avril, une roquette a été tirée de la Péninsule du Sinaï et s'est abattue en territoire israélien. L'engin a été tiré par des membres de la Province du Sinaï de l'Etat islamique.

Au mois d'Octobre 2017, deux roquettes ont été tirées du Nord de la Péninsule du Sinaï par la branche de l'Etat islamique dans le Sinaï. Les engins se sont abattus dans le secteur du Conseil régional d'Eshkol.

Répartition annuelle des tirs de roquettes



La bande de Gaza

Israël met en garde le JIP de ne pas mener de contre-attaque

► En réponse aux menaces proférées par le Jihad Islamique Palestinien (JIP) de se venger d'Israël suite à l'explosion de son tunnel et la mort de ses membres, le général Yoav Mordechaï, le coordinateur des activités du gouvernement israélien dans les territoires, a publié une vidéo en arabe destinée au JIP et au Hamas. Dans la vidéo il a mis en garde leurs hauts responsables que **si le JIP attaque Israël, Israël pourrait réagir avec détermination, non seulement contre le PIJ, mais aussi contre le Hamas**. Il a précisé que le tunnel avait été détruit en territoire souverain de l'Etat d'Israël et a ajouté qu'Israël était au courant des plans du JIP de se venger, et a déclaré "Nous conseillons aux dirigeants du JIP à Damas, et aux hauts responsables Ramadan Shallah et Ziyad Nakhleh de prendre les choses en main car ce sont eux qui devront assumer la responsabilité des résultats" (Site Internet du coordinateur des activités du gouvernement dans les territoires, 10 novembre 2017).

► Le JIP a répliqué en disant qu'il avait **le droit de réagir à tout acte d'agression, qui comprend l'explosion d'un tunnel**. Les menaces d'Israël de nuire à son leadership, a-t-il précisé, sont "une déclaration de guerre" (Filastin al-Yawm, 12 novembre 2017). Les porte-parole du JIP ont continué à **proférer des menaces** :

- ◆ **Le haut responsable du JIP Khaled al-Batash** a affirmé que la poursuite des menaces contre le peuple palestinien, contre le commandant du JIP, son secrétaire général et son adjoint ne les effraient pas. Il a déclaré qu'Israël voulait dissuader le JIP et le faire revenir sur sa décision de "punir" Israël. Cependant, Israël ne comprend que le langage de la force utilisé par la "résistance." **Ces menaces n'empêcheront pas le JIP de poursuivre ses plans** (al-Mayadeen, 12 novembre 2017). A une autre occasion, Khaled al-Batash a dit qu'ils ne resteront pas les bras croisés pendant que leurs membres sont tués et a ajouté la branche armée du JIP a le pouvoir de décider de la réponse de l'organisation (al-Mayadeen, 13 novembre 2017).



Khaled al-Batash interviewé par la chaîne de télévision libanaise al-Mayadeen (Télévision al-Mayadeen, 12 novembre 2017)

- ◆ **Le porte-parole du JIP Da'ud Shehab** a déclaré qu'ils allaient répondre au "crime du tunnel" à une date et à un lieu adaptés (Paltoday, 12 novembre 2017).
- ▶ **Le Hamas a également réagi aux remarques du coordinateur des activités du gouvernement dans les territoires. Le porte-parole du Hamas Fawzi Barhoum** a déclaré que les menaces de Yoav Mordechai, la "personne qui coordonne les activités du gouvernement de l'occupation", reflètent la panique et la confusion en Israël ("l'entité sioniste") face à la réponse à l'attaque contre des combattants palestiniens de la "résistance" (Page Facebook de Fawzi Barhoum, 12 novembre 2017). **Les déclarations du Hamas étaient moins militantes que celles du JIP et n'incluaient pas de menaces.**

Visite d'une délégation du Hamas au Liban

- ▶ Une délégation de hauts responsables du Hamas dirigée par Izzat al-Rishq, membre du bureau politique du Hamas, s'est rendue au Liban. Ils ont rencontré des membres du gouvernement libanais et de l'armée, y compris le Président Michel Aoun et Nabih Beri, le Président du Parlement (al-Aqsa, 9 novembre 2017). Ils ont également rencontré le Général Abbas Ibrahim, le chef de la sécurité générale libanaise. Les discussions ont porté principalement sur la réconciliation palestinienne interne et l'évolution de la scène palestinienne (Qudspress, 8 novembre 2017).



Droite : La délégation du Hamas rencontre le Président libanais Michel Aoun (Compte Twitter d'Izzat al-Rishq, 10 novembre 2017). Gauche : La délégation du Hamas rencontre le Général Abbas Ibrahim, chef de la sécurité générale libanaise (Site Internet 'Asema al-Shatat, 8 novembre 2017)

La scène interne palestinienne

Le processus de réconciliation Fatah-Hamas

- **Le transfert d'autorité dans la bande de Gaza à l'Autorité Palestinienne se poursuit. Toutefois, les différences d'opinions au sujet de questions clés compliquent la mise en œuvre de l'accord.** Malgré les divergences, le Hamas continue d'affirmer qu'il est prêt à se conformer à l'accord de réconciliation. Le 21 novembre 2017, une réunion se tiendra au Caire pour renforcer les bases de l'accord (Filastin al-Yawm, 8 novembre 2017). L'Égypte a envoyé des annonces officielles à tous les représentants des organisations palestiniennes. Ismaïl Haniyeh, le chef du bureau politique du Hamas, a également reçu une invitation officielle à participer à la réunion (Site Internet du Hamas, 9 novembre 2017).
- **Le responsable du Hamas Khalil al-Haya** a déclaré que le Hamas a pris de nombreuses mesures pour le bien de la réconciliation parce qu'il comprend les souffrances du peuple palestinien. Il comprend également l'importance de l'unité pour la réussite du projet national palestinien et la lutte contre l'occupation [israélienne]. Il a indiqué que des progrès avaient été accomplis sur la voie de la réconciliation. Il a précisé que les deux premières étapes de transfert des responsabilités des ministères du gouvernement et le transfert du contrôle des terminaux ont été couronnées de succès. Ceci prouve, selon lui, que des solutions peuvent être trouvées à l'avenir pour d'autres questions importantes. Il a affirmé que tous les désaccords seront résolus par la médiation égyptienne (Al-Aqsa, 8 novembre 2017).

Le désarmement des forces de sécurité

► **L'Autorité Palestinienne continue de souligner l'importance de désarmer la branche armée du Hamas et de contrôler ses forces de sécurité**, pour lui permettre de prendre la responsabilité de la bande de Gaza, en général, et des terminaux en particulier ("une autorité avec un ensemble d'armes"). D'autre part, **les hauts responsables du Hamas continuent d'insister sur leur refus absolu de désarmer, qualifiant le désarmement de ligne rouge à ne pas franchir.**

La position de l'Autorité Palestinienne

► **Rami Hamdallah, le Premier ministre du gouvernement de consensus national palestinien, a déclaré que l'AP ne pourrait pas exploiter les terminaux** sans un contrôle actif des forces de sécurité dans la bande de Gaza. Il a appelé les organisations internationales à agir rapidement pour résoudre le problème. Il a précisé que le gouvernement ne peut pas poursuivre son programme visant à améliorer les conditions civiles sans avoir résolu le problème de la sécurité (Page Facebook de Rami Hamdallah, 6 novembre 2017). Interviewé par la chaîne al-Arabiya, Hamdallah a déclaré que la question des forces de sécurité et des armes dans la bande de Gaza doit faire partie d'**une seule autorité légitime**, sous la supervision de la direction politique. Il a précisé que c'était le leadership politique qui avait à prendre des décisions au sujet de la guerre et de la paix (alarabiya.net et Watan, 10 novembre 2017).

► **Adnan al-Dhamiri, porte-parole des forces de sécurité de l'Autorité Palestinienne,** a déclaré que Rami Hamdallah avait décrit avec précision la situation. Il a affirmé que Hamdallah appelle les organisations à **résoudre le problème des forces de sécurité** pour que le gouvernement puisse fonctionner et assumer ses responsabilités sans pression ni menaces. Il a dit qu'au sujet de la sécurité, il n'y avait pas de quotas ou de coopération entre factions. Il a souligné que le facteur déterminant est la loi de 2005 sur le service des forces de sécurité (Page Facebook d'Adnan al-Dhamiri, 7 novembre 2017).

► **Hazem 'Atallah, commandant de la force de police palestinienne,** a déclaré à des correspondants étrangers que pour que la réconciliation réussisse, le Hamas doit être désarmé. Il a dit qu'ils parlaient d'une seule autorité, d'**une seule loi, d'une seule arme.** Interrogé sur la question de savoir si la branche armée du Hamas sera autorisée à conserver ses armes lorsqu'il recevra le commandement des forces de police dans la bande de Gaza, il a répondu par la négative. Il a dit qu'il serait **impossible de superviser la sécurité lorsque**

toutes les roquettes, les fusils et autres armes se trouvent dans la bande de Gaza. Il a dit que les 8,000-9000 policiers qui se trouvaient dans la bande de Gaza avant que le Hamas n'en prenne le contrôle retrouveraient leur emploi (Reuters, swissinfo.ch et al-Qods, 8 novembre 2017).



Hazem 'Atallah, commandant de la force de police palestinienne, lors d'un point de presse avec des correspondants étranger (al-Quds, 8 novembre 2017)

La position du Hamas

► Les responsables du Hamas ont critiqué les déclarations des chefs de l'Autorité Palestinienne et continuent d'affirmer que le désarmement est une ligne rouge à ne pas franchir :

◆ **Ismail Haniyeh, chef du bureau politique du Hamas**, a rencontré des étudiants de l'Université islamique à Gaza et a déclaré que la stratégie du Hamas est de préserver et de développer le programme de la "résistance" [cf., le terrorisme]. Il a dit que l'abandon de la stratégie de la "résistance" était hors de question et ne peut être négocié. Il a également affirmé que l'existence de la "résistance" avait été mentionnée dans l'accord du Caire de 2011 et dans le protocole signé récemment au Caire, et que donc personne ne peut désarmer la "résistance" (Palinfo, 12 novembre 2017).



Ismâïl Haniyeh, deuxième à partir de la droite, à côté de Khalil al-Haya (extrême droite) lors d'une réunion avec les étudiants de l'Université islamique de Gaza (Site Internet du Hamas, 12 novembre 2017)

- ◆ **Le haut responsable du Hamas Moussa Abu Marzouq**, lors d'une visite en Turquie, a déclaré qu'il n'y a pas besoin d'être préoccupé par le sort des armes de la "résistance" après la réconciliation. Il a affirmé que **la "résistance" et ses armes sont le droit du peuple palestinien**. Il a également affirmé que, depuis le début, les armes de la "résistance" ne sont pas un problème à discuter. Il a dit que l'expérience a montré que ce sont les armes qui ont préservé les droits et non pas la table de négociations avec l'ennemi (Arabi21, 11 novembre 2017).
- ◆ **Le haut responsable du Hamas Musheir al-Masri** a déclaré que dans le cadre de l'accord du Caire de 2011, il avait été décidé que les forces de sécurité dans la bande de Gaza continueront leurs activités en intégrant 3 000 membres de l'AP un an après la signature de l'accord. Il a affirmé que les propos de Rami Hamdallah contredisent les principes de coopération nationaux et bilatéraux (Site Internet Shehab, 6 novembre 2017).

La question du transfert des terminaux

- ▶ Le terminal de Rafah est censé ouvrir à la mi-Novembre 2017. "Une source sécuritaire palestinienne" a indiqué que des équipes des forces de police, de sécurité et des civils censées gérer le terminal ont commencé à superviser les activités, qui comprennent la construction de postes de surveillance et l'installation de réseaux de communication avancés et de caméras de sécurité. Selon la source, les contacts sont en cours avec l'UE pour l'envoi d'observateurs chargés de superviser la gestion du terminal (al-Quds al-Arabi, 6 novembre 2017).
- ▶ Le transfert du contrôle des terminaux à l'AP a de nouveau **ramené à la surface la question des armes du Hamas et des autres organisations terroristes de la bande de**

Gaza et la subordination des forces au contrôle de l'AP. Au cours de sa réunion hebdomadaire, le gouvernement palestinien de consensus national a souligné l'importance de l'application de son contrôle et de la pleine souveraineté sur l'ensemble des terminaux de la bande de Gaza. Selon une annonce du gouvernement, **les terminaux ne pourront opérer tant que l'Autorité Palestinienne n'aura pas le contrôle effectif des forces de sécurité** dans la bande de Gaza. L'annonce invite les organisations palestiniennes à résoudre rapidement le problème (Wafa, 7 novembre 2017).

► **Iyad al-Bazam, porte-parole du ministère de l'Intérieur de la bande de Gaza**, a déclaré que les terminaux avaient été entièrement transférés à l'Autorité Palestinienne et à l'autorité des terminaux. Il a précisé qu'au cours d'une discussion sur le transfert, le Hamas avait proposé à l'autorité des terminaux de **laisser les forces de sécurité [nommées par le Hamas] en place**, afin d'aider l'autorité dans son travail et de faciliter le fonctionnement des terminaux jusqu'à ce que les accords définitifs soient appliqués concernant la sécurité, conformément à l'accord du Caire. Il a précisé que **l'autorité avait rejeté la suggestion** et exigé le départ de tous les employés [nommés par le Hamas] parce que l'administration n'a pas besoin d'eux (Site Internet du ministère de l'Intérieur de la bande de Gaza, 7 novembre 2017).

► L'ouverture prochaine du terminal de Rafah a conduit à une autre cause de désaccord en raison de **l'opposition du Hamas à l'intention de l'AP d'utiliser le terminal sur la base de l'accord de 2005, qui autorise la participation israélienne sur place. Le haut responsable du Hamas Musheir al-Masri** a critiqué la position de l'AP, la qualifiant de "crime national" qui ouvre la porte à l'intervention israélienne directe et indirecte dans les affaires palestiniennes (Samaa News, 6 novembre 2017). Selon un communiqué conjoint signé par neuf organisations dans la bande de Gaza (y compris le Hamas et le JIP), le terminal de Rafah est un terminal palestino-égyptien (qudspress.com, 8 novembre 2017).



Caricature d'un site Internet affilié à la faction du Fatah de Mohammed Dahlan. Elle reproche à Mahmoud Abbas de vouloir imposer une retraite anticipée aux employés du Hamas dans la bande de Gaza. En arabe on peut lire "Retraite !" (Site Internet Karma Presse, 5 novembre 2017)

Transfert d'autres ministères à l'AP

► **Le ministère de la Santé : Jawad 'Awad, ministre de la Santé**, est arrivé dans la bande de Gaza pour discuter des problèmes de santé locaux (Palinfo, 10 novembre 2017). Rami Hamdallah, le Premier ministre du gouvernement de consensus national palestinien, a déclaré que Mahmoud Abbas avait commandé 22 camions chargés de médicaments et de fournitures médicales destinés à la bande de Gaza (Wafa, 7 novembre 2017).



Conférence de presse de Rami Hamdallah à Ramallah avec le ministre palestinien de la Santé avant l'expédition d'un convoi d'assistance médicale à la bande de Gaza (Wafa, 8 novembre 2017)

► **L'autorité des terres** : Rami Hamdallah, interviewé par la chaîne al-Arabiya, a déclaré qu'il y avait eu un certain nombre de problèmes dans le transfert des ministères dans la bande de Gaza, dont celui de l'autorité des terres. Il a précisé que des terres nationales dans la bande de Gaza avaient été illégalement distribuées pendant le schisme, et que la question devait être résolue (Wataniya International, 10 novembre 2017).

Les porte-parole du Hamas critiquent l'AP

- ▶ **Les porte-parole du Hamas continuent d'exiger que dans le cadre du processus de réconciliation, Mahmoud Abbas lève immédiatement les sanctions imposées à la bande de Gaza. Le haut responsable du Hamas Khalil al-Haya** a appelé le gouvernement de consensus national à lever les sanctions, disant que si le Président [Mahmoud Abbas], n'accélère pas les choses, ils s'en chargeront. **Le haut responsable du Hamas Salah al-Bardawil** a déclaré qu'il était curieux de savoir quelle excuse allait donner Mahmoud Abbas à la réunion en Égypte le 21 novembre 2017 au sujet des sanctions, même après que le Hamas a dissous le comité qu'il avait nommé pour administrer la bande de Gaza (Télévision Al-Aqsa, 13 novembre 2017).
- ▶ **Des sources du Hamas ont critiqué l'arrestation de membres du Hamas en Judée-Samarie. Khalil al-Haya** a déclaré que la réconciliation nationale n'était pas reflétée en Judée-Samarie. Il a ajouté que si le peuple n'adopte pas la réconciliation, il se retrouvera dans une situation très difficile. Il a indiqué que la réconciliation nationale ne concerne pas seulement la bande de Gaza et que tous doivent apprécier les fruits du succès. Il a ajouté que les membres du Hamas en Judée-Samarie doivent se sentir libres, comme les membres du Fatah se sentent libres dans la bande de Gaza (Télévision al-Aqsa, 8 novembre 2017).
- ▶ Selon **le porte-parole du Hamas Fawzi Barhoum**, l'AP continue d'effectuer des "détentions politiques" [cf., des détentions de membres du Hamas dans les territoires de l'AP]. Ceci provoque selon lui l'amertume des habitants qui ne sentent pas que le processus de réconciliation nationale a "des résultats positifs" (Shehab, 12 novembre 2017).



Caricature critiquant les attermoissements dans la mise en œuvre de l'accord de réconciliation, qui laissent la bande de Gaza prise au piège et sans air. En arabe on peut lire : "Procrastination" (Page Facebook d'Isma'il al-Bazam, 12 novembre 2017)

L'Autorité Palestinienne

Le Hamas critique le renouvellement de la coordination sécuritaire avec Israël

- ▶ Des responsables du Hamas et du JIP ont vivement critiqué l'annonce du renouvellement de la coordination sécuritaire entre l'Autorité Palestinienne et Israël
 - ◆ Le **porte-parole du Hamas Fawzi Barhoum** a déclaré que le Hamas avait été surpris par la décision de l'Autorité Palestinienne. Il a dit que c'était un grand danger pour le peuple palestinien, son unité et ses droits. Il a déclaré que la coordination en matière de sécurité avec Israël ternit la réputation du peuple palestinien et sa lutte historique. Il a appelé à faire pression sur l'Autorité Palestinienne pour mettre fin à la coordination (Shehab, 9 novembre 2017).
 - ◆ **Le haut responsable du JIP Muhammad al-Hindi** a fermement condamné les relations sécuritaires de l'AP avec Israël. Il a précisé que toute personne qui adopte une telle politique devrait avoir honte (Al-Istaqlal et page Facebook du Centre Vision de développement politique, 11 novembre 2017).
- ▶ "Une source sécuritaire palestinienne" a déclaré au site israélien Ynet que durant Octobre 2017, les forces de sécurité de l'AP ont déjoué sept attentats contre des cibles israéliennes en Judée-Samarie. Selon la source, les projets d'attentats comprenaient des fusillades, des poses d'engins piégés et des attaques à l'arme blanche. Au cours du mois d'Octobre, selon la

source, les forces de sécurité de l'AP ont arrêté des dizaines de membres du Hamas en Judée-Samarie malgré le processus de réconciliation Fatah-Hamas. En outre, des armes et des munitions ont été saisies ainsi que de l'argent pour financer le terrorisme. Suite à l'activité des forces de sécurité, le Hamas a publiquement exigé que Rami Hamdallah, le Premier ministre du gouvernement de consensus national palestinien, ordonne aux forces de sécurité de mettre un terme aux détentions, qualifiées de "crime" par le Hamas (Ynet, 7 novembre 2017).

Arrestation d'un membre du JIP au Nord de la Samarie

► Le 13 novembre 2017, les forces de sécurité israéliennes ont arrêté **Tareq Q'adan, un haut commandant du JIP au Nord de la Samarie. Il a été détenu à son domicile dans le village d'Arabeh, au Sud de Djénine.**² Le JIP a publié une déclaration condamnant la détention et disant Israël est entièrement responsable de sa sécurité (Paltoday, 13 novembre 2017). Le haut responsable du JIP Khader Adnan a affirmé que 'la détention a été effectuée dans le cadre d'une vague d'attaques des forces de sécurité israéliennes contre le JIP et le peuple palestinien" (Dunia al-Watan, 13 novembre 2017).



Tareq Q'adan interviewé par Sawt al-Quds (qui émet depuis la bande de Gaza) à l'occasion de l'anniversaire de la mort de Fathi Shqaqi, le fondateur du JIP (Chaîne Youtube de radio Sawt al-Quds, 22 octobre 2017)

² Tareq Q'adan, âgé de 45 ans, est marié et père de cinq enfants. Dans le passé, il a été arrêté à 15 reprises par Israël et a passé un total de 19 ans en prison. En prison, il a été l'un des hauts dirigeants du JIP dans le système carcéral israélien (Paltoday, 13 novembre 2017).

Activités de propagande

Évènements marquant le 13^{ème} anniversaire de la mort de Yasser Arafat

► Le 13^{ème} anniversaire de la mort de Yasser Arafat a été marqué par le processus de réconciliation et la poursuite des tensions internes entre les partisans de Mahmoud Abbas et ceux de Muhammad Dahlan. Conformément à une demande déposée par le Fatah auprès du ministère de l'Intérieur de la bande de Gaza, le ministère et les forces de sécurité dans la bande de Gaza ont coopéré pour sécuriser la manifestation du Fatah. Toutes les forces de sécurité, y compris la police, ont participé à la sécurisation de l'événement. Une salle d'opérations a également été mise en place afin de surveiller les événements sur le terrain (Al-Aqsa, 11 novembre 2017).

► **Deux rassemblements ont été organisés dans la bande de Gaza** : Le principal rassemblement a été organisé par des partisans de Mahmoud Abbas, et un autre par des partisans de Mohammed Dahlan, qui a reçu un accueil favorable des médias affiliés au Hamas. Des membres du Hamas et du JIP ont également participé au rassemblement, tandis que des partisans de Mahmoud Abbas et plusieurs responsables du Hamas, dont Khalil al-Haya (qui a également prononcé un discours), ont participé à la manifestation organisée par les partisans de Dahlan.

► Mahmoud Abbas s'est adressé à la foule de ses partisans, affirmant à la population de Gaza qu'une exécution précise de l'accord de réconciliation atténuera leurs souffrances et encouragera l'espoir d'un avenir meilleur. Il a dit qu'ils étaient tous un seul peuple et que "**il n'y a pas de pays dans la bande de Gaza et il n'y a pas de pays sans la bande de Gaza**" (Wafa, 11 novembre 2017). Le **haut responsable du Hamas Ismail Radwan** a critiqué le discours de Mahmoud Abbas à la manifestation, se disant déçu par sa décision de ne pas annoncer la levée des sanctions imposées à la bande de Gaza.



Droite : Manifestation du Fatah dans la bande de Gaza à l'occasion du 13^{ème} anniversaire de la mort de Yasser Arafat (Wafa, 11 novembre 2017). Gauche : Le responsable du Hamas Khalil al-Haya prononce un discours lors de la manifestation marquant le 13^{ème} anniversaire de la mort de Yasser Arafat organisée par des partisans de Mohammed Dahlan (Paltoday, 9 novembre 2017)